

Les déplacements représentent aujourd'hui 30 % des émissions de gaz à effet de serre en France. Mieux se déplacer personnellement et transporter autrement les marchandises est essentiel.

43 propositions dans cette thématique

60%

rejetées

28%

modifiées

12%

appliquées

Généraliser le forfait mobilité durable

Rejeté

Réformer le système d'indemnité kilométrique de l'impôt sur le revenu

Rejeté

Promouvoir les moyens de transport doux et partagés

Rejeté

Interdire les centres villes pour les véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre

Rejeté

Réduire la vitesse sur les autoroutes à 110 km/h maximum

Rejeté

Réduire la TVA sur les billets de train de 10 % à 5,5 %

Rejeté

Généraliser l'attractivité des tarifs de transport

Rejeté

Moderniser les infrastructures de transport

Rejeté

Imposer aux constructeurs de poids lourds d'adopter la même filière énergétique dans leur recherche et développement

Rejeté

Sortir progressivement des avantages fiscaux sur le gazole

Rejeté

Interdire l'usage des moteurs polluants lors des arrêts dans les ports

Rejeté

Fournir une alimentation en électricité aux navires à quai pour réduire l'usage des moteurs

Rejeté

Renforcer très fortement le malus sur les véhicules polluants et introduire le poids comme critère

Rejeté-

Interdire dès 2025 la commercialisation de véhicules neufs très émetteurs

Rejeté

Ajuster les taxes sur le contrat d'assurance pour promouvoir les véhicules propres

Rejeté

Développer la location de longue durée pour les véhicules

Rejeté

Proposer des prêts à taux zéro à l'achat d'un véhicule propre

Rejeté

Former le personnel de la filière automobile pour accompagner la transformation du secteur

Rejeté

Permettre aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM) d'accompagner les entreprises et les collectivités dans la construction du plan mobilité

Rejeté

Favoriser le co-voiturage, le ramassage des salariés en bus ou à vélo dans le cadre des plans de mobilité pour les entreprises

Rejeté

Favoriser de nouvelles modalités d'organisation du travail

Rejeté

Créer un portail unique des dispositifs pour se déplacer pour chaque territoire

Rejeté

Adopter une éco-contribution kilométrique renforcée pour le transport aérien

Rejeté

Interdire les vols intérieurs d'ici 2025 pour les trajets de moins de quatre heures

Rejeté

Interdire la construction ou l'extension de nouveaux aéroports

Rejeté

Rendre obligatoire l'affichage des émissions de gaz à effet de serre dans les commerces et dans les publicités

Rejeté

Interdire la publicité des produits les plus émetteurs de GES

Rejeté

Mettre en place des mentions pour inciter à moins consommer

Rejeté

Mettre en place un système de consigne généralisé

Rejeté

Encourager le développement des emballages bio-sourcés compostables

Rejeté

Remplacer une part significative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) par des modalités plus justes et favorisant les comportements éco-responsables

Rejeté

Sensibiliser l'ensemble de la population française en reliant compréhension de l'urgence climatique et passage à l'action

Rejeté

Renforcer et centraliser l'évaluation et le suivi des politiques publiques en matière environnementale

Rejeté

Le parc immobilier français (résidentiel et tertiaire) représente, à lui seul, 16 % des émissions de gaz à effet de serre de la France. Il nécessite une réduction par dix des émissions pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050.

21 propositions dans cette thématique

33%

rejetées

52%

modifiées

14%

appliquées

Contraindre les propriétaires occupants et bailleurs à rénover de manière globale

Rejeté

Fixer une température moyenne maximale de 19 °C et renoncer à la climatisation en deçà de 25 °C

Rejeté

Stopper les aménagements de zones commerciales périurbaines

Rejeté

Mieux protéger les forêts

Rejeté

Faciliter les réquisitions de logements et bureaux vacants

Rejeté

Permettre la construction d'immeubles collectifs dans les zones pavillonnaires

Rejeté

Construire une nouvelle culture de l'habitat collectif

Rejeté

Le passage à une société décarbonée implique de transformer pleinement l'appareil de production et la pratique de nos métiers. Travailler et produire différemment s'impose. Dans une économie globalisée, la même attention doit être donnée aux importations.

24 propositions dans cette thématique

71%

rejetées

21%

modifiées

8%

appliquées

Augmenter la longévité des produits et réduire la pollution

Rejeté

Faire respecter la loi sur l'interdiction de l'obsolescence programmée

Rejeté

Rendre obligatoire le recyclage de tous les objets en plastique, supprimer tous les plastiques à usage unique dès 2023 et développer le recyclage des autres matières

Rejeté

Durcir et appliquer la réglementation sur la gestion des déchets

Rejeté

Réglementer l'utilisation de l'épargne réglementée gérée par la CDC et les banques pour financer des investissements verts

Rejeté

Créer une taxe sur les dividendes des grandes entreprises

Rejeté

Trouver de nouvelles modalités de financement pour transformer les entreprises

Rejeté

Accompagner les salariés et les entreprises dans la transition

Rejeté

Créer une nouvelle gouvernance de la transition des emplois et compétences aux niveaux national et régional

Rejeté

Annualiser le reporting et l'étendre à toutes les organisations

Rejeté

Élargir le périmètre de reporting au secteur financier, et renforcer les obligations de rapportage au secteur de la finance

Rejeté

Mettre en place un bonus pour les entreprises ayant une évolution positive

Rejeté

Protéger les écosystèmes et la biodiversité

Rejeté

Taxe carbone aux frontières de l'UE et prise en compte des enjeux de redistribution pour éviter de peser sur les ménages les moins favorisés

Rejeté

Accompagner l'évolution du numérique pour réduire ses impacts environnementaux

Rejeté

Systématiser les éco-labels sur tous les équipements numériques

Rejeté

Promouvoir l'information et l'éducation sur les pratiques de sobriété numérique

Rejeté

Les émissions de gaz à effet de serre issues de l'alimentation s'élèvent à 163 Mt d'eqCO₂, soit 24 % de l'empreinte carbone des ménages en France. Modifier notre modèle agricole et les façons de se nourrir est donc indispensable si l'on souhaite limiter l'impact du réchauffement climatique.

43 propositions dans cette thématique

47%

rejetées

47%

modifiées

7%

appliquées

Proposer un choix végétarien quotidien dans les self-services pour l'ensemble de la restauration collective publique

Rejeté

Atteindre 50 % d'exploitations en agro-écologie en 2040

Rejeté

Inscrire le développement de l'agriculture biologique dans le Plan stratégique national (PSN) et dans la loi

Rejeté

Créer une redevance sur les engrais azotés

Rejeté

Diminuer de 50 % l'usage des produits phytopharmaceutiques et interdire les pesticides les plus nocifs d'ici 2025

Rejeté

Interdire le financement de nouveaux élevages ne respectant pas les principes de l'agroécologie

Rejeté

Éliminer la sur-pêche

Rejeté

Renforcer la limitation de la pêche en zones sensibles et contrôler son interdiction en eaux profondes

Rejeté

Développer les fermes aquacoles respectueuses de l'environnement

Rejeté

Protéger la capacité des océans à stocker du carbone

Rejeté

Renégocier le Ceta

Rejeté

Demander au gouvernement français de défendre une réforme de la politique commerciale européenne

Rejeté

Demander au gouvernement français de défendre une réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour respecter l'Accord de Paris

Rejeté

Interdire la publicité pour les aliments trop gras, trop salés ou trop sucrés

Rejeté

Supprimer les labels privés et créer un label pour les produits issus de l'agriculture agro-écologique

Rejeté

Informers les consommateurs du degré de transformation des produits

Rejeté

Interdire l'importation des produits qui sont composés d'auxiliaires technologiques proscrits par l'Union européenne

Rejeté

Interdire progressivement l'usage des auxiliaires de production et des additifs alimentaires sous cinq ans

Rejeté

Taxer les produits ultra-transformés à forte empreinte carbone et faible apport nutritionnel

Rejeté

Légiférer sur le crime d'écocide

Rejeté

Pour être mieux prise en compte, la question écologique doit s'inscrire dans les règles fondamentales de notre République. L'intégrer à la Constitution était une proposition forte de la Convention citoyenne pour le climat.

4 propositions dans cette thématique

25%

rejetées

50%

modifiées

25%

appliquées

Modifier le préambule de la Constitution

Rejeté